

MAIS IL Y A DES LIMITES A CE QUE LE GOUVERNEMENT PEUT FAIRE. NOUS NE POUVONS EMPECHER LES HOMMES D'AFFAIRES CANADIENS DE TRAITER AVEC LES PAYS ARABES PLUTOT QU'AVEC ISRAEL. D'AILLEURS, NOUS N'AVONS PAS L'INTENTION D'ASSORTIR D'AMENDES OU DE PEINES D'EMPRISONNEMENT LA PARTICIPATION A UN BOYCOTT D'ORDRE STRATEGIQUE OU ECONOMIQUE.

CE QUE NOUS POUVONS FAIRE CEPENDANT, ET QUE NOUS FAISONS, C'EST DE PRENDRE DES MESURES CONCRETES POUR DECOURAGER LES FIRMES CANADIENNES D'OBSERVER LE BOYCOTT EN CONDAMNANT PUBLIQUEMENT CETTE PRATIQUE - ET DIEU SAIT QUE NOUS N'AVONS PAS MANQUE DE LA DENONCER -, ET EN LA PENALISANT. CETTE DERNIERE MESURE, QUI EST AU COEUR DE NOTRE POLITIQUE, NE MANQUE PAS D'EFFET CAR AU MOYEN-ORIENT, IL EST EXTREMEMENT DIFFICILE DE FAIRE DES AFFAIRES SANS BENEFICIER DU TYPE D'APPUI GOUVERNEMENTAL QUE NOUS NOUS PROPOSONS DE RETIRER AUX COMPAGNIES RESPECTANT LE BOYCOTTAGE.

CONCRETEMENT, CELA SIGNIFIE QUE TOUTE SOCIETE PARTICIPANT VOLONTAIREMENT AU BOYCOTT SE VERRA AUTOMATIQUEMENT PRIVEE DE L'APPUI DE LA SOCIETE POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS QUI, COMME BEAUCOUP D'ENTRE VOUS LE SAVENT, EST VITALE POUR OBTENIR DU CREDIT AUPRES DES BANQUES. UNE TELLE FIRME NE POURRA PLUS DESORMAIS SE PREVALOIR DU FINANCEMENT DE LA SOCIETE, LEQUEL CONSTITUE PRATIQUEMENT UNE CONDITION PREALABLE A L'EXPORTATION DE BIENS D'EQUIPEMENT. ENFIN, DERNIERE SANCTION MAIS NON LA MOINDRE, CETTE COMPAGNIE NE SERA PLUS ADMISSIBLE A L'AIDE DU SERVICE DES DELEGUES COMMERCIAUX, FACTEUR PARFOIS DETERMINANT AU NIVEAU DES CONTACTS, PARTICULIEREMENT DANS LES PAYS QUI TRAITENT EXCLUSIVEMENT PAR L'ENTREMISE DES ORGANISMES D'ACHAT GOUVERNEMENTAUX.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT N'EST EN VIGUEUR QUE DEPUIS PEU, SUITE A L'EMISSION DE DIRECTIVES EN CE SENS PAR LE MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE, MAIS JE SUIS HEUREUX DE POUVOIR VOUS DIRE QUE LES PREMIERS RAPPORTS EMANANT DE CE MINISTERE INDIQUENT QUE LES HOMMES D'AFFAIRES CANADIENS SONT SOUCIEUX D'ADHERER A LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE. ILS SOLLICITENT L'AVIS DE NOS FONCTIONNAIRES AFIN D'EVITER DE SE PLIER A DES CONDITIONS DE BOYCOTT AUXQUELLES NOUS NOUS OBJECTONS ET QUE NOTRE POLITIQUE A POUR BUT DE CONTRECARRER.

MAIS LE BOYCOTTAGE DES PAYS ARABES CONTRE ISRAEL S'INSCRIT DANS LE CADRE D'UN PROBLEME PLUS VASTE: LA GUERRE FROIDE OU LES HOSTILITES OUVERTES QUI DEPUIS TRENTE ANS DOMINENT LES RELATIONS ENTRE ISRAEL ET SES VOISINS. JE N'AI PAS BESOIN DE VOUS DIRE COMBIEN L'ETAT JUIF DESIRE LA PAIX ET COMBIEN IL DESIRE QUE SA LEGITIMITE SOIT RECONNUE PAR TOUS LES PAYS DU MONDE, MAIS SURTOUT PAR LES NATIONS ARABES QUI L'ENTOURENT DE TOUS COTES.

PAR AILLEURS, IL NE FAIT AUCUN DOUTE QUE LES PAYS ARABES ONT EGALEMENT BESOIN DE PAIX, LE CLIMAT D'HOSTILITE CONTINUANT DE GREVER LE DEVELOPPEMENT SOCIAL, ECONOMIQUE ET